

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

Ce texte est issu d'une réunion organisée par Cité Ressources, avec un groupe informel de partenaires, acteurs de la politique de la ville en région PACA, le jeudi 7 mai 2020. Cette réflexion est appelée à se poursuivre et à s'élargir à de nouveaux acteurs.

Les structures participantes :

La DRDJSCS PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, le COMPAS, ADEUS Groupe Réflex, un conseiller citoyen de Marseille, l'Université du Citoyen, la ligue de l'Enseignement fédération des Bouches-du-Rhône, GIE Passages.

En 2008, les quartiers populaires étaient les premiers à entrer dans la crise économique, ils seront les derniers à en sortir. Au printemps 2020, dans le contexte très spécial de crise sanitaire et de nouvelles contraintes engendrées par un confinement de 8 semaines, Cité Ressources propose des temps de réflexion aux acteurs de la politique de la ville, pour croiser les regards, partager les constats, imaginer de nouvelles méthodes d'action et identifier les domaines d'action prioritaires pour répondre au mieux aux besoins des habitants en quartier politique de la ville.

Constat - les effets du confinement dans les quartiers politique de la ville : Face à la montée des inégalités et à « l'urgence » des élans de solidarité émergent et s'organisent

- Le confinement révèle et renforce l'importance des inégalités,

La crise sanitaire et les contraintes du confinement met en lumière le caractère alarmant **de la pauvreté dans les quartiers politique de la ville et l'importance des inégalités**. Les habitants des quartiers politique de la ville subissent plus qu'ailleurs des conditions de vie dégradées qui rendent plus difficile l'adaptation à la crise.

La **question du logement** est un enjeu clé. En période de confinement, les problèmes déjà prégnants de surpeuplement, d'insalubrité, ou l'absence d'extérieur redoublent d'importance. Le manque d'adéquation entre la taille du logement et les besoins des ménages provoquent, en période de confinement, des conséquences criantes en termes de promiscuité, de continuité éducative, d'inconfort, de tensions de voisinages.

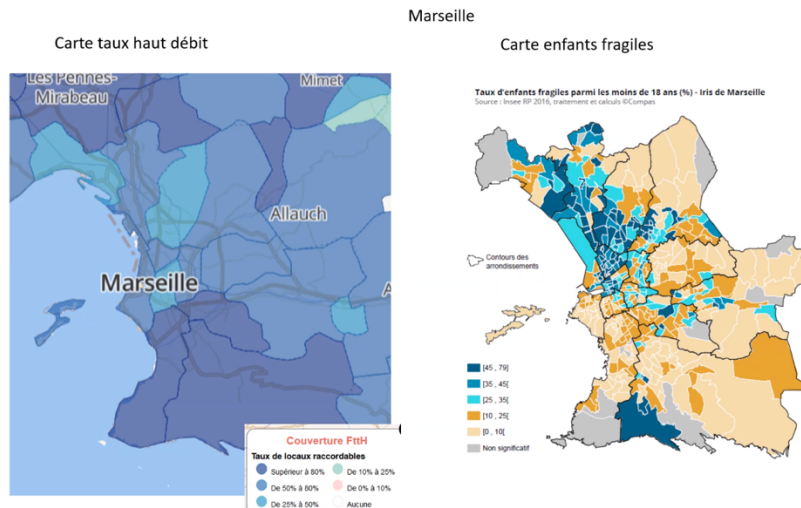
Au **niveau économique**, la place des emplois précaires, celle des emplois peu qualifiés non éligibles au télétravail, les effets de la hausse du chômage (bâtiment, restauration, insertion des plus jeunes...) comme ceux du recul de l'économie informelle mettent en danger l'économie des ménages. Cette baisse inattendue des ressources a provoqué de nouveaux besoins en matière d'aide alimentaire.

La **question éducative** est également préoccupante, avec des taux de décrochage des élèves supérieurs à la moyenne, résultats d'une conjonction de facteurs : promiscuité, manque d'équipement informatique, faible niveau scolaire des parents... Les effets de long terme pourraient se révéler désastreux sur le parcours d'apprentissage des enfants et des adolescents des ménages les plus pauvres.

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

L'intensification du **recours au numérique** en France du fait de la situation de confinement, pénalise également les quartiers politiques de la ville qui profitent moins qu'ailleurs de l'accès aux outils numériques : taux d'équipements plus faible, couverture de réseaux moins puissante, moindre familiarité aux usages du numérique. Paradoxalement ce sont sur ces territoires que les besoins sont les plus forts : en termes de continuité éducatives, mais aussi en termes d'accès aux droits.



Ces cartes de Marseille illustrent la problématique de la continuité pédagogique en révélant la corrélation inverse entre la couverture de l'accès haut débit internet avec celle de la vulnérabilité des mineurs,

Au **niveau sanitaire**, la crise révèle et renforce les inégalités en termes de déterminants de santé : une espérance de vie plus faible, la prévalence de certaines maladies chroniques qui rendent plus vulnérables. Malgré ces besoins plus forts l'offre est plus faible et l'accès aux soins plus difficile QPV. Par ailleurs, plus qu'ailleurs les habitants des QPV travaillent dans des secteurs non éligibles au télétravail et plus exposés au virus.

Les quartiers prioritaires accueillent également une proportion plus importante de personnes en situation de vulnérabilité (avec bien souvent un renforcement du fait de la vulnérabilité économique) qui provoquent un **risque d'isolement** : personnes âgées, personnes en situation de handicap (de plus en plus d'AAH dans les QPV liés surtout à des handicap psychiques) personnes en insertion, personnes nouvellement arrivées en France.

Les lacunes accumulées depuis des décennies ont révélées l'ampleur du désastre. Sans **intervention publique ambitieuse**, les dynamiques de territoires vont s'opposer encore plus dans les années à venir et ce sont les ménages des QPV qui vont le plus souffrir de la crise économique et sociale.

- Un élan de solidarité pour faire face à la crise,

Face à l'urgence des nouveaux besoins sociaux, des acteurs associatifs **trouvent un sens fondamental** dans l'action, se réinventent pour aller vers l'essentiel. Des **initiatives émergent**

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

de manière spontanée portées par des associations, centres sociaux, des collectifs, habitants, bénévoles... Les quartiers populaires bénéficient d'actions de solidarité et s'engagent comme des acteurs de la solidarité. Des collectifs organisent l'entraide, des habitants s'engagent pour le quartier et participent à l'élan de solidarité, (prêt de matériel informatique, réquisition du MacDo...) notamment vers le domaine de la santé (fabrication de masques en tissus voire de visières, grâce à des imprimantes 3D). Des formes de solidarités de voisinage se développent dans lesquelles les jeunes prennent une place importante et apportent leur créativité. La résilience s'invente dans les quartiers.

Dans ce contexte, **les institutions** se sont mobilisées et innovent dans leurs modalités d'action, à l'exemple du partenariat entre la DG agriculture et la DGA cohésion sociale de la métropole AMP pour la distribution de paniers alimentaires, etc. Cette action d'aide alimentaire a été facilitée par la distribution de masques et gel, aux acteurs de la distribution.

Une priorité a aussi été de préserver le tissu associatif. Ainsi, sur de nombreux territoires, la programmation a été validée plus tôt que prévue. La métropole AMP prévoit une deuxième programmation qui devrait être avancée et adaptée (idée de la revoir pour mieux l'adapter au contexte). Toutes les actions validées en première programmation sont réputées validées et une règle a été adoptée, celle de ne pas proratiser le financement sur le temps de la crise.

Au niveau national, l'ANCT a fait paraître une directive dans le sens du soutien aux acteurs associatifs sur l'année 2020. Les autorités publiques à l'échelle départementale et régionale ont pour prérogative de soutenir le tissu associatif.

Au-delà des acteurs associatifs, l'investissement de nombreux habitants pose la **question de la reconnaissance et de la valorisation de ces initiatives** spontanées, sans les entraver. Comment aider ces actions à se déployer tout en leur laissant leur liberté ? Parfois ces initiatives se heurtent à la norme, elles demandent une plus grande souplesse des institutions.

- La sortie du confinement, entre espoirs et craintes

Au-delà de l'espoir porté par ces initiatives, il convient de rester vigilant. Des études montrent que les plus exclus ont plus de difficultés à se remettre d'une crise humanitaire. Il existe une **inégalité dans la capacité à « rebondir »**, d'activer les ressources de résilience. Le plan de relance devra intégrer la question des inégalités.

Dans les QPV plus qu'ailleurs, on constate de plus en plus **d'incertitude et de craintes** sur les dangers du virus, sa santé, ses proches, l'emploi, l'avenir. **Sortir ou pas ?** La question se pose et les sondages montrent que dans les QPV, les habitants envisagent **moins de mettre leurs enfants à l'école** au moment de la sortie du confinement, à la différence de territoires plus favorisés. De par leurs conditions de vie, ils se sentent plus en situation de vulnérabilité.

De même, face au manque d'information systématique de la part des autorités publiques, une **colère** monte chez les acteurs associatifs qui s'inquiètent pour leurs financements, les aides, dans la durée. La situation génère de l'angoisse, les acteurs ont besoin d'être rassurés.

Dans le reportage sur la **citité Bassens**, à Marseille, on observe que les habitants ont appris à s'organiser par le **système D** : www.youtube.com/watch?v=8tfNkjth8VQ&feature=youtu.be. Au-delà de la colère et de l'angoisse, il existe un sentiment de lassitude. Des habitants et conseillers citoyens sont désabusés, alors que depuis 5 à 10 ans, ou plus ils expriment les mêmes constats, les mêmes besoins sur les territoires.

Autre source citée : « Agir dans un monde incertain » :

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

<https://journals.openedition.org/developpementdurable/1316>

Les enjeux post-confinement en quartier politique de la ville :

Après 8 semaines de confinement et dans un contexte perturbé, des enjeux prioritaires, parfois nouveaux, souvent dans le prolongement de constats déjà posés, se dégagent dans l'objectif de mieux accompagner les habitants des quartiers en politique de la ville.

- A très court terme : la sécurité des habitants, la solidarité et la période estivale

Les préoccupations des acteurs portent avant tout sur le très court terme autour de la sécurité sanitaire. Les associations cherchent du **matériel de protection pour les salariés** (masques et gel). Il existe aussi un besoin de sensibilisation aux **gestes de protection**. Il existe un enjeu à rassurer les familles, avec un discours très clair car la santé relève de l'intime, du subjectif.

De même, le plan de dé-confinement doit continuer à intégrer **les besoins primaires** en pérennisant une partie de l'action de distribution alimentaire organisée par la métropole AMP. Il est indispensable de soutenir et d'assurer la coordination des acteurs locaux autour des enjeux de solidarité de proximité, de repérer les acteurs de l'aide alimentaire et de pérenniser leur action dans chaque QPV.

Autre enjeu de très court terme, celui **de l'été et de la prévention des violences** : les animateurs et éducateurs redoutent que des violences n'éclatent cet été, après des semaines de frustrations accumulées du fait d'un confinement dans des conditions difficiles, des épisodes de violence policière, des projets de voyages, de retour au pays annulés, le rapatriement de corps de défunts empêchés.

Comment prévenir un « été chaud » si la norme reste celle d'un regroupement maximum de 10 personnes ? Il devient urgent de rassembler les forces vives pour apporter de la sérénité et de la joie de vivre aux familles dans les QPV en proposant notamment des activités sportives et culturelles.

En termes d'urbanisme, il est question de **pistes cyclables temporaires** comme alternative aux transports en commun, or les QPV sont sous dotés et donc risquent d'être oubliés. Ce serait l'occasion de les relier au centre-ville par des pistes cyclables. Une réflexion dans ce sens est lancée avec la cheffe de projet rénovation urbaine La Castellane la Bricarde : intégrer un plan massif **d'éducation au vélo**, travailler avec les bailleurs sur l'enjeu de **locaux pour vélo**...

- A court terme : les enjeux économiques et éducatifs

Pour faire face aux inégalités, la priorité absolue c'est de remettre l'humain au centre, autour des enjeux majeurs : l'accès à l'emploi, l'éducation des jeunes et le soutien aux familles.

La question économique est prégnante car elle est liée à celle des ressources qui permettent de répondre aux besoins des familles (alimentation, paiement des loyers...). Pour cela, il est nécessaire de mieux connaître l'impact économique du confinement en QPV (commerces

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

indépendants déjà fragiles, travailleurs avec contrat précaire). Il s'agit d'éviter le sentiment d'abandon par les plus démunis.

Des propositions émergent sur la question de l'emploi, de l'insertion et du développement économique :

Soutenir et valoriser les métiers du « faire solidarité » :

- Valoriser **la place des femmes** qui ont démontré leur **savoir-faire manuel** dans la production de masques pendant le confinement, il s'agit désormais de passer du bénévolat à la rémunération. A noter que sur cette question la question des normes joue un rôle important (un sujet traité par l'émission « A l'air libre » de Mediapart du 5 mai 2020, à partir de la mn 18 : <https://www.youtube.com/watch?v=Nko02jhP4uk>)
- Positionner des **espaces de production** et d'imprimantes 3D en QPV, pour la production de visières, qui permettraient de valoriser et rémunérer une partie de la jeunesse.

Soutenir le développement de nouveaux métiers :

- **Mobilité** : accompagner les personnes démunies, les anciens et promouvoir les mobilités douces (restauration de vieux vélos).
- **Accès au droit** et internet : ouvrir des ateliers de médiation sociale et numérique,
- **Entretien des espaces** dans les quartiers, et valorisation des jeunes pouvant être mobilisés
- **Animation estivale** : sport, culture, (mettre en réseau des jeunes autour de jeux vidéo, par exemple).
- Plus largement, il s'agit d'accompagner la valorisation des « **économies populaires** », portées notamment en grande partie par les femmes (restauration, esthétique). Souvent, le risque est trop important pour basculer vers la création d'entreprise (perte de minimas sociaux, taxes...). Comment mieux reconnaître les talents, les pratiques existantes et les accompagner dans la durée dans la structuration d'activités formelles ?

Des initiatives de type « territoires zéro chômeurs » pourraient être développés en QPV, avec un focus sur le public des femmes et des jeunes. La jeunesse souvent considérée comme source de problèmes ou comme victimes. Or, contrairement aux clichés et aux idées reçues, les 16 – 30 ans se sont fortement mobilisés pendant la crise : comment valoriser leurs initiatives ? Comment transformer nos représentations sur la jeunesse ?

Autre enjeu central, celui **de l'enfance et des familles**, autour de **l'accès aux savoirs et à l'éducation**. Nous constatons une crise des institutions et notamment du service public de l'Éducation nationale qui n'est plus en capacité de répondre à ses missions d'émancipation pour les enfants de tout milieu social. Or c'est sur les plus jeunes que les effets à long termes d'une crise sont les plus marqués. Dans les QPV plus qu'ailleurs, la continuité éducative a représenté un défi pendant le confinement et on observe des taux de décrochage bien plus important que dans les autres quartiers. Or nous savons que le diplôme reste le meilleur « geste barrière » face au chômage.

Des propositions émergent sur les questions éducatives :

- Débloquent des moyens pour recruter animateurs pendant l'été et développer une offre de

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

qualité d'activités ludo-pédagogiques, pour les enfants et les jeunes

- Mobiliser des enseignants volontaires,
- Proposer des « vacances apprenantes » en mobilisant les ressources humaines et les lieux pour déployer ces activités.

Cet enjeu rejoint en partie celui de la **fracture numérique**, qui s'est fortement creusée pendant la période de confinement. Une relation forte au numérique s'est développée partout en France, devenant un facteur majeur de hausse des inégalités. Dans l'urgence, du matériel informatique a été distribué à des familles dans le besoin, il s'agit aujourd'hui de préparer et mettre en œuvre un plan cohérent qui fasse le lien entre l'accessibilité à une connexion, l'équipement et la médiation vers l'autonomie numérique.

La métropole AMP souhaite ainsi équiper 6000 familles non équipées (tablette et carte SIM valable 6 mois) et développer un mentorat pour accompagner les familles. Il existe un besoin en matière de formation très structurée des médiateurs au numérique pour répondre aux enjeux de scolarité et d'accès aux droits.

- **A moyen (et court) termes : les conditions de vie et la santé**

La **question du logement** comme facteur majeur de condition de vie, autour notamment de l'adaptation des logements aux profils des ménages et de la production de nouveaux logements.

La santé doit rester une priorité au-delà de la crise sanitaire, notamment autour du sujet des **déterminants de santé**, qui suppose une logique préventive de « santé publique ». En effet, l'épidémie révèle de forts déterminants économiques et sociaux en matière sanitaire. Les habitants des QPV sont ainsi plus vulnérables (prévalence des maladies chroniques, non recours au soin, etc.). Dans ce domaine, on pourrait s'inspirer des approches d'urbanisme favorable à la santé qui intègrent les problématiques environnementales, comme facteurs de santé.

La **question des inégalités** et de la **mobilisation du droit commun** est centrale. Pendant le confinement, certains habitants témoignent du fait que pour eux, « le confinement, c'est toute l'année ». Une métaphore, aussi utilisée dans la presse, comme dans cet article : <https://urlz.fr/cLQi>. Pour améliorer les conditions de vie des sujets clés sont à travailler comme la sécurité, la mobilité, les déchets...

On pourrait imaginer un plan de dé-confinement qui solliciterait **réseau scolaire** et **d'entreprises**, comme un prolongement de la vague de solidarité : faciliter les échanges entre les écoles de différents quartiers, favoriser les embauches des habitants QPV en entreprise.

Accélérer la transformation des cadres d'action pour faire face aux enjeux

Pour relever ces défis, il est aussi question des cadres d'action : comment être plus utiles et plus efficaces à moyen et long terme ? Sur quoi a-t-on des leviers possibles ?

- **Une approche pragmatique qui pose la question du sens**

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

Cette crise révèle l'importance de se donner comme objectif l'amélioration des "**conditions de vie**" en tant que telles, plutôt que de celles de la "qualité de vie" ou du "cadre de vie". Il s'agit de partir des **besoins concrets des habitants** qui s'expriment sur les territoires (et depuis de nombreuses années). Pour chaque action, chaque projet, s'interroger sur la finalité, le sens (la question du "pourquoi" avant celle du "comment") : en quoi est-ce que cela améliore les « conditions de vie » des habitants ? Comment garantir l'utilité sociale de nos actions ? Il s'agit d'être plus efficace pour améliorer la vie des gens.

La crise renvoie à une critique ancienne de la politique de la ville : en mettant la focale sur les quartiers, en agissant par « dispositifs », elle peut renforcer le cloisonnement. Nous avons besoin de créer des passerelles entre quartiers, entre publics, avec les entreprises. Il faut **être créatifs**, tout en restant très **pragmatique**.

Du côté des institutions, cela révèle l'importance de temps professionnels pour **réfléchir ensemble** sur les pratiques, les représentations et l'évaluation : « la programmation financière ne doit pas tenir lieu de politique publique ».

La mobilisation du **droit commun** doit rester une priorité. Le constat sur la situation de la scolarité des enfants et des adolescents pose la question de l'absence fréquente de l'Education Nationale dans les instances de la politique de la ville.

- La question de la simplification administrative

Le sujet de la **simplification administrative** déjà présent avant la crise devient prégnant : les acteurs de terrain ont besoin de moins de procédures administratives et de plus de soutien. Pour renforcer les initiatives locales, il est nécessaire d'assouplir le cadre et de faciliter l'accès aux financements, de faire preuve « d'agilité », oser « dépasser le cadre » en s'intéressant au sens. Parfois la dimension « technocratique » vient freiner ceux qui, dans l'action publique « font » ou « coordonnent ».

Un fond de solidarité pourrait être mis en place pour déployer des actions concrètes, faire émerger des propositions. Les expériences de **budget participatif** pourraient répondre à ce besoin de proximité et d'implication des habitants. On peut donner l'exemple en cours d'expérimentation du **budget participatifs à Pertuis** (accompagné par l'Université du Citoyen) : le conseil citoyen est financé avec une enveloppe globale, prestation associative pour répondre aux enjeux définis par les habitants. Un tel fond aurait été très utile pendant la crise. La simplification administrative pose aussi **la question de l'évaluation**, des indicateurs, notamment pour évaluer la valeur de certains métiers.

- La transversalité et la dimension collective, des principes du développement local

Pendant le confinement, les **associations de terrain**, parfois des conseils citoyens ont permis de faire le lien avec les habitants des quartiers, elles ont joué le rôle de levier pour faire face à la crise. Cela révèle l'enjeu majeur de la proximité. Or ces petites structures de terrain sont parfois en difficulté, et expriment de l'angoisse et une difficulté à se projeter sur le long terme. Les centres de ressources s'interrogent sur la façon de permettre l'écoute pour apporter des

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

réponses.

Pour valoriser les ressources locales, les potentiels, impliquer les habitants, l'action publique doit être moins descendante, avec un besoin de se « dé-confiner » intellectuellement. La politique de la ville doit permettre de créer des **espaces d'échange hybrides en plus grande horizontalité**. Le Lab des Possibles de la métropole AMP est un premier jalon qui pourrait venir inspirer d'autres territoires et essaimer, via le partage d'expériences inspirantes.

La clé du succès c'est d'ouvrir le cercle et de mettre notamment les **habitants dans la boucle** ; de s'appuyer sur la force et la créativité des collectifs pour construire des réponses en temps de crise et promouvoir la solidarité. Il est important de faire et donner confiance et aux habitants, et aux acteurs de terrain en les écoutant et en leur assurant une réelle indépendance vis-à-vis du politique. Les Fonds de participation des habitants pourraient être **plus importants et plus facilement accessibles**. Les conseils citoyens ont également besoin d'être soutenu pour se développer et mobiliser.

Exemple du **quartier des Liserons à Nice**, suite à un travail sur le sujet de la propreté et du cadre de vie, les habitants font remonter des **constats mais aussi idées, savoir-faire et envies**. Comment reconnaître ces initiatives et les valoriser, à partir de l'action publique ? Le bénévolat ne suffit pas à mener des actions d'envergure. Les gens ont besoin d'une réelle reconnaissance et d'actions concrètes, par exemple dans ce cas une sorte de régie de quartier.

La Politique de la ville pourrait soutenir des initiatives en favorisant et **stimulant l'auto-organisation** en revenant à la notion de "communauté de vie" (proximités, solidarités, réactivités). Or l'auto-organisation n'est pas innée et demande des moyens : du temps, de la méthode, des postures de travail. Il s'agit de donner la possibilité de se rencontrer sans « faire », de créer le cadre pour faire émerger des propositions. Comment soutenir le temps d'animation, d'échange, de débat ? S'inspirer du modèle des « labos citoyens » de Madrid pour créer des lieux de vie dans les quartiers. Comment on crée des conditions, des modèles économiques, des cadres, pour développer des actions et projets basés sur les besoins, les envies, les initiatives des habitants ? Soutenir l'apprentissage de l'auto-organisation, tout en restant vigilant sur le risque de désengagement des autorités publiques. Les démarches en cours menées par les Compagnons Bâisseurs, l'An 02 et d'autres acteurs dans le 3^{ème} arrondissement de Marseille sont des exemples pertinents.

Il faudrait différencier vie associative à soutenir pour **ses vertus citoyennes (pour ce qu'elles sont)** et d'une autre vie associative **financée pour ses prestations (pour ce qu'elles font)**.

Les premiers pas

Pour affiner les besoins et les enjeux sur les territoires, il y a un **enjeu de connaissance** via le partage d'un « diagnostic », constater les « dégâts », lister les besoins, les initiatives. Un travail d'analyse à engager avec Le Compas sur question éducative.

Ce type d'échange inter acteurs pourrait être poursuivi en lien avec d'autres réseaux comme Villes en lien, l'IRDSU... il s'agit **d'essaimer les initiatives inspirantes**, de favoriser les échanges de pratiques avec d'autres territoires,

Quelle sortie de crise pour les habitants des quartiers prioritaires ?

Regards croisés d'acteurs de la politique de la ville : enjeux et perspectives

Passer à l'action, travailler avec les ressources et les personnes locales : entrer par la petite porte, mettre en place des choses **avec ceux qui veulent s'engager**, les personnes motivées. Une fois que ça marche, que la dynamique est lancée, **valoriser** et faire le lien avec gouvernance. **Engager des choses, le cadre s'adaptera**. C'est valable pour l'Éducation nationale comme pour l'ANRU. Idem sur ANRU, si bonne dynamique, le cadre suit et soutien. Nous avons besoin de construire des projets démonstrateurs.

L'éducation : l'enjeu du décrochage

Sur la question de l'Éducation il y a **urgence** pour que les enfants ne soient pas pénalisés dans leur parcours de vie, et notamment les enfants du primaire, des vacances apprenantes, et de l'autonomie numérique (fracture numérique qui s'accélère).

On pourrait imaginer un plan territorial par quartier prioritaire entre l'éducation nationale et l'ensemble des acteurs pour amplifier les moyens. Développer **l'approche partenariale entre l'Éducation Nationale et les acteurs de terrain**. L'ambition pourrait être celle d'élargir le cercle des Cités Éducatives à plus de territoires, plus rapidement que prévu ?

Pour mettre en place une vraie dynamique nous avons besoin **de complémentarité** entre les communes, les inter-co et l'Éducation nationale. L'interdépendance des acteurs aujourd'hui permet d'ouvrir le dialogue. Il y a urgence à ce que tous prennent davantage conscience de ces enjeux